

Dans un cas comme dans l'autre, il faudra que le gouvernement du Soudan déploie de sérieux efforts pour corriger la situation. Il faut que le soutien aux auteurs de raids armés cesse. Et il faut que le gouvernement du Soudan trouve le courage et la façon de se pencher sans détour sur cette pratique et qu'il prenne fermement des mesures pour l'enrayer.

La création du CERFE pour mettre fin à cette pratique est une première étape, mais elle s'est révélée jusqu'ici insuffisante. Il faut stopper les enlèvements qui consistent à prendre possession d'une autre personne. À l'heure actuelle, il y a peut-être 15 000 femmes et enfants soudanais qui subissent cette terrible situation. Le gouvernement du Soudan, prétextant l'absence visible de « marchés classiques d'esclavage », se soucie davantage de l'utilisation du terme esclavage que du sort de ces femmes et enfants. On ne saurait éprouver quelque sympathie que ce soit pour une indignation morale aussi mal dirigée. De toute évidence, ce sont vers les femmes, les enfants et leurs collectivités dévastées que va toute notre sympathie.

Que tant de collectivités soient la proie de ceux sur qui compte le gouvernement du Soudan pour assurer la garde de ses lignes d'approvisionnement place le fardeau de la responsabilité sur les épaules de ce gouvernement, qui doit voir à ce que cette pratique cesse. Il ne peut compter sur les seuls efforts du CERFE.

Le CERFE est la création du ministère de la Justice à Khartoum, et des porte-parole du Ministère ont dit qu'on avait demandé aux instances régionales du Ministère d'aider le CERFE à s'acquitter de son mandat et à appliquer la primauté du droit. **Dans la mesure où ces instances régionales peuvent être plus efficaces pour cet aspect du travail, peut-être y aurait-il place à de l'aide canadienne?** Par l'intermédiaire de l'UNICEF, l'Union européenne octroie maintenant des fonds au CERFE et, au fil de la reprise du dialogue avec le Soudan, l'Union surveillera les progrès réalisés par le CERFE. **Le Canada pourrait se joindre à ceux qui sont déterminés à presser le CERFE d'améliorer l'efficacité de son travail et, à cette fin, il faut des ressources qui veillent au grain.**

L'une des façons de faire serait de financer l'UNICEF tant pour son appui au CERFE que pour la réalisation de son propre programme d'aide technique au Soudan. Par exemple, cet organisme a élaboré une proposition visant à décentraliser le travail à pied d'œuvre du CERFE de même qu'une grande proposition visant à édifier la paix et à protéger les droits de la personne dans les collectivités du Soudan touchées par la guerre. Cette proposition de grande portée vise à promouvoir la participation des femmes et des jeunes et à appuyer leurs initiatives de paix. Voilà qui s'arrimerait très bien avec la surveillance à pied d'œuvre, opération qui profiterait grandement d'une contribution du Canada pour aider à fournir aux collectivités touchées la formation et l'équipement nécessaires pour surveiller les raids des mourahilines.

Il pourrait être utile également de créer un comité canadien sur les enlèvements au Soudan mettant à contribution les principaux ministères et les groupes intéressés de la société civile, qui seraient appelés à conseiller l'orientation du financement de l'ODA pour des initiatives anti-enlèvement au Soudan. L'une des initiatives de lutte contre les enlèvements qui